



ACCORD DE RETRAIT D'UNE DECLARATION PREALABLE

DÉLIVRÉ PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

Envoyé en préfecture le 08/02/2026
Reçu en préfecture le 09/02/2026
Publié le
ID : 062-216207589-20260203-URBA_DP_26_0029-AR

DOSSIER N° DP 062758 24 00033

Complété le dossier déposé complet le
23/02/2024

de EDF-ENR représentée par
Monsieur DECLAS Benjamin
demeurant 360 rue Louis De Broglie
13290 Aix-en-provence
pour Installation d'un générateur
photovoltaïque
sur un 14 ALL DES ERABLES 62280
terrain sis SAINT MARTIN BOULOGNE
cadastré BN109

SURFACE DE PLANCHER

NEANT

Le Maire,

Vu la demande de retrait,

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu le Plan Local d'Urbanisme intercommunal approuvé le 6 avril 2017 et modifié le 29 juin 2023 et le 11 avril 2024

Vu l'autorisation de déclaration préalable délivrée le 11/04/2024 à EDF-ENR représentée par Monsieur DECLAS Benjamin pour Installation d'un générateur photovoltaïque,

Vu la demande d'annulation de Mr NICOSTRATE Guy en date du 28 Janvier 2026,

ARRETE

ARTICLE UNIQUE : l'autorisation de déclaration préalable reprise ci-dessus est **retirée**.

Une copie du présent arrêté est transmise aux services de l'Etat pour annulation des taxes d'urbanisme.

Fait à SAINT MARTIN BOULOGNE

INFORMATIONS À LIRE ATTENTIVEMENT

DELAIS ET VOIES DE RECOURS

« Le demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique «Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr. Il peut également, dans un délai d'un mois à compter de la notification de la décision, saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Le silence gardé pendant plus de deux mois sur ce recours par l'autorité compétente vaut décision de rejet. L'exercice d'un recours gracieux ou hiérarchique ne proroge pas le délai de recours contentieux. »